

Pétition : Pour l'interdiction des Flash-Ball et des grenades de désencerclement

La répression contre les Gilets Jaunes a été massive. Les chiffres en donnent toute l'étendue : plus de 5 600 interpellations et gardes à vue, plus de mille condamnations. Le bilan officiel fin 2018 recensait environ 3 000 blessés et mutilés. Des femmes et des hommes dont la vie aura été brisée.



Le gouvernement a fait le choix d'un maintien de l'ordre brutal et disproportionné face au mouvement : dispositifs policiers démesurés, journalistes bousculés et empêchés de travailler, gardes à

vue et arrestations préventives, gazages et matraquages systématiques, évacuations violentes, tirs de Flash-Ball et de grenades de désencerclement, drones et hélicoptères, déploiement de blindés...

En annonçant le retour de la loi « anti-casseurs », invention de la droite après Mai 68, le Premier ministre affiche la couleur. La désescalade n'est pas l'option du gouvernement. La matraque est désormais sa seule réponse politique !

Le choix de la force et de l'affrontement est toujours la tentation d'un pouvoir affaibli, ébranlé par une exigence démocratique et sociale qui vient des profondeurs du pays, et qui le conteste. L'escalade répressive et l'utilisation intensive des moyens de police finissent d'ailleurs par mettre en danger les gendarmes et les policiers eux-mêmes.

Le Président, le gouvernement, la majorité parlementaire et

leurs relais médiatiques en appellent aujourd'hui à la défense des institutions et de la République pour mieux se protéger et justifier la criminalisation d'un mouvement qui ne saurait se résumer aux violences que nous condamnons. Ce faisant, ils nourrissent la logique infernale de la « provocation-répression » et minent en fait encore un peu plus les bases de notre pacte républicain.

Nous sommes bien en face d'une incompréhension de classe, doublée d'une tentative désespérée de mettre à l'abri une oligarchie qui a permis à Emmanuel Macron d'accéder au pouvoir.

Ce choix de la répression et de la violence policière est à l'œuvre depuis longtemps dans les quartiers populaires et touche particulièrement les pauvres, les précaires, les jeunes, les migrants. Il est également à l'œuvre contre les ZAD et contre les mouvements d'écologie radicale. Les victimes de ces politiques avaient une vie, des familles, des rêves. Elles ont aussi des noms : Remi Fraisse à Sivens, Adama Traoré à Beaumont-sur-Oise.

La « maladie sécuritaire » ne date pas d'aujourd'hui. Emmanuel Macron n'est qu'un accélérateur de particules. Il est le digne héritier des gouvernements précédents, qui avaient bien commencé le travail de régression en matière de libertés publiques et d'attaques contre le pacte social.

Rappelons toutes les lois votées qui ont relégué le juge derrière le préfet, le procureur et le policier, suivies par le basculement, par cette nouvelle majorité, de dispositions de l'état d'urgence dans le droit commun. Aujourd'hui, Édouard Philippe n'a plus qu'à « piocher » dans cet arsenal répressif, « co-construction » de la droite et du gouvernement Hollande-Valls, pour réprimer et diaboliser un mouvement auquel il ne veut pas répondre.

Les Gilets Jaunes ont mis le doigt sur tout ce qui ne va pas

et le rappellent à chaque rond-point. Il est temps de trouver des remèdes pour soulager ce corps malade qu'est devenue la France et d'apporter des réponses concrètes aux attentes de justice et de démocratie exprimées par les manifestant.e.s, notamment le rétablissement de l'ISF, la mise en place du RIC (dont les modalités restent à définir), une fiscalité plus juste pour les PME et TPE, notamment celles travaillant pour la transition écologique, une réelle augmentation du SMIC et des minima sociaux, la baisse du prix des produits de première nécessité.

Nous devons, et nous allons combattre la nouvelle étape annoncée par le Premier ministre dans la mise sous tutelle du droit de manifester, inspirée de la proposition de loi du sénateur LR Bruno Retailleau. Aujourd'hui ce sont les Gilets Jaunes qui sont visés. Demain, nous pourrons l'être toutes et tous.

Il est grand temps d'abandonner et d'interdire toutes les armes dites non létales dont l'utilisation conduit à des mutilations ou à des morts telles que les Flash-Balls et les grenades de désencerclement – et d'en finir avec l'arbitraire de l'État policier, des lois et de la justice à deux vitesses, qui garantissent aux puissants et aux forces de l'ordre l'impunité et imposent à celles et ceux qui contestent l'ordre établi la répression sans limites.

Mais au-delà de ce combat contre la criminalisation et la répression de masse et pour nos libertés, une autre responsabilité nous incombe à toutes et à tous, qui exige la mobilisation la plus déterminée possible : celle de pousser au changement que les Gilets Jaunes et tant de citoyen.ne.s exigent à raison aujourd'hui.

Premiers signataires

Esther Benbassa, sénatrice EELV de Paris, **Sergio Coronado**, ancien député, **Noël Mamère**, ancien député et ancien maire

écologiste, **Pouria Amirshahi**, journaliste, **Patrick Appel-Muller**, directeur de la rédaction de L'Humanité, **Cathy Apourceau-Poly**, sénatrice PCF du Pas-de-Calais, **Eliane Assassi**, sénatrice PCF de Seine-Saint-Denis, **Jean-Christophe Attias**, universitaire, **Clémentine Autain**, députée FI de la 11e circonscription de la Seine-Saint-Denis, **Guillaume Balas**, coordinateur de Génération.s, **Julien Bayou**, conseiller régional IdF (groupe AES), porte-parole d'EELV, **David Belliard**, président du groupe des élu.e.s écologistes au Conseil de Paris, **Ugo Bernalicis**, député FI de la 2e circonscription du Nord, **Olivier Besancenot**, porte-parole du NPA, facteur, **Éric Bocquet**, sénateur PCF du Nord, **Youcef Brakni**, Comité Adama, **Céline Brulin**, sénatrice PCF de la Seine-Maritime, **Damien Carême**, maire de Grande-Synthe, **Hugues Charbonneau**, producteur, **Eric Coquerel**, député FI de la 1ère circonscription de la Seine-Saint-Denis, **Alain Coulombel**, secrétaire national adjoint d'EELV, **Laurence Cohen**, sénatrice PCF du Val-de-Marne, **Antoine Comte**, avocat, **Yves Contassot**, animateur de l'espace Idées de Génération.s, **Laurence De Cock**, historienne, **Didier Éribon**, philosophe, **Fabien Gay**, sénateur PCF de Seine-Saint-Denis, **Guillaume Gontard**, sénateur écologiste de l'Isère, **Nicolas Haeringer**, militant de la justice climatique, **Eva Joly**, députée européenne EELV, **Mathilde Larrère**, historienne, **Geoffroy de Lagasnerie**, philosophe et sociologue, **Pierre Laurent**, sénateur PCF de Paris, **Jean-Paul Lecocq**, député PCF du Havre, **Marie-Noëlle Lienemann**, sénatrice de Paris, apparentée CRCE, **Édouard Louis**, écrivain, **Pierre Mairat**, avocat, coprésident du MRAP, **Jean-Luc Mélenchon**, président du groupe FI à l'Assemblée nationale, **Claire Monod**, conseillère régionale IdF (groupe AES), coordonnatrice de Génération.s, **Danièle Obono**, députée FI de la 17e circonscription de Paris, **Pierre Ouzoulias**, sénateur PCF des Hauts-de-Seine, **Pascal Savoldelli**, sénateur PCF du Val-de-Marne, **Sophie Taillé-Polian**, sénatrice Génération.s du Val-de-Marne, **Thomas Porcher**, économiste, **Sabine Rubin**, députée FI de la 9e circonscription de la Seine-Saint-Denis, **Serge Slama**, professeur de droit

public, Université de Grenoble-Alpes, **Assa Traoré**, Comité Adama, **Marie-Christine Vergiat**, députée européenne Front de Gauche, **Benedicte Monville**, conseillère régionale IdF (groupe AES), **Alexis Corbière**, député FI de la 7e circonscription de Seine Saint-Denis, **Bastien Lachaud**, député FI de la 6e circonscription de la Seine-Saint-Denis, **Mathilde Panot**, députée FI de la 10e circonscription du Val de Marne.

Liens vers la pétition et autres sites d'information :

- ★ <https://lemouvement.org/la-repression-nest-pas-une-reponse-politique/>
- ★ <https://twitter.com/davduf?lang=fr>
- ★ <https://desarmons.net/>